



## **ASIE/INDE - Grève dans les écoles chrétiennes pour protester contre les actes de vandalisme perpétrés contre un institut**

Calcutta (Agence Fides) – Les écoles chrétiennes de l'Etat du Bengale occidental, où se trouve Calcutta, seront fermées le 19 septembre afin de protester contre les actes de vandalisme qui ont intéressé une école chrétienne des environs de Calcutta. Ainsi que cela a été indiqué à l'Agence Fides par l'Eglise locale, la décision a été prise lors d'une réunion d'urgence de l'Association des Ecoles chrétiennes, qui rassemble différents organismes ecclésiaux de différentes confessions gérant des institutions éducatives sur le territoire de l'Etat. La fermeture annoncée des établissements d'enseignement chrétiens – explique une note envoyée à Fides – entend sensibiliser et solliciter les autorités civiles afin qu'elles garantissent aux écoles chrétiennes l'activité didactique et éducative normale dont bénéficient des élèves de différentes religions et extractions sociales.

Le 12 septembre, une foule a attaqué l'école supérieure Christ Church, institut féminin constitué voici 130 ans dans un faubourg de Calcutta, inculquant le principal de la mort d'une jeune fille, victime d'abus de la part d'un certain nombre d'élèves plus âgées. La foule a endommagé l'école, saccageant les classes, détruisant des ordinateurs et du matériel didactique et contraignant le principal, Helen Sarkar, à présenter publiquement des excuses et à démissionner. Sous la pression des extrémistes, la police l'a arrêtée. L'église de l'Inde du nord (CNI), communauté chrétienne anglicane qui gère l'école en question, a décidé de fermer l'institut sine die. Entre temps, parents et élèves se sont réunis devant les grilles fermées pour exprimer leur solidarité à l'égard des personnels et pour protester contre le vandalisme. L'Association des Ecoles chrétiennes a également décidé de présenter la question au gouverneur de l'Etat du Bengale occidental, M.K. Narayanan, déplorant la manière dont la police et les autorités civiles ont géré cette affaire. (PA) (Agence Fides 17/09/2013)